FAITS SAILLANTS (7 oct. 2019)

- Plus de 75 000 réfugiés burundais sont retournés au pays à travers le processus de rapatriement volontaire depuis septembre 2017
- Les efforts de lutte contre le choléra au Burundi se poursuivent
- Le projet de production alimentaire durable de la FAO remporte un franc succès
- Le FNUAP Burundi contribue aux efforts de prévention et de réponse contre les violences basées sur le genre (VBG)
- UNICEF et la Banque mondiale unissent leurs forces en faveur de l'éducation au Burundi



En 2019, UNICEF et la Banque mondiale unissent leurs forces pour fournir des kits scolaires à plus d'un million d'élèves cette année et des kits scolaires à tous les enseignants des première et deuxième années du primaire au Burundi. Photo : UNICEF Burundi 2019/Barikumutima 2019

CHIFFRES CLÉS

1,77M

Pers. dans le besoin (2019)

106,2K

Nbre pers déplacées internes (Août 2019)

710K

Population ciblée (2019)

1,7M

ées Pers. en insécurité 119) alimentaire (2019)

FINANCEMENT (2019)

\$106.3M

Requis

M \$42.7N



FTS: https://fts.unocha.org/appeal s/721/summary

CONTACTS

Jutta Hinkkanen

Chef de Bureau hinkkanen@un.org

Lauriane Wolfe

Chargée de l'information publique <u>lauriane.wolfe@un.org</u>

CONTEXTE (7 oct. 2019)

Plus de 75 000 réfugiés burundais sont retournés au pays à travers le processus de rapatriement volontaire depuis septembre 2017

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et ses partenaires ont aidé plus de 75 000 réfugiés à rentrer volontairement au Burundi depuis septembre 2017. Ces retours ont été formalisés par la réunion tripartite de la Tanzanie, du Burundi et du HCR en février 1998.

De septembre 2017 à fin août 2019, plus de 75 000 réfugiés burundais ont été rapatriés, principalement de Tanzanie, et 74 627 d'entre eux ont reçu une première aide financière, des fournitures non alimentaires de base et de la nourriture pour chaque ménage. D'après le suivi de la protection effectué dans les zones de retour, les rapatriés ont

souvent besoin d'un large éventail d'assistance, y compris l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à la nourriture et à l'eau.

En février 2019, les convois ont atteint leur point culminant, avec 3 478 retours de réfugiés. De septembre 2017 à septembre 2019, le taux de retour mensuel moyen a été d'environ 3 300 réfugiés, bien qu'il ait constamment diminué depuis janvier 2019.

Plus de la moitié des rapatriés sont des femmes et des enfants (qui représentent 57 % des rapatriés) et deux ménages sur trois sont dirigés par des femmes seules ou à risque.

En outre, 1 059 enfants rapatriés sont non accompagnés ou séparés de leur famille. Dans le cadre de l'accord tripartite et avant



Photo Credit: OCHA 2018/ Christian Cricboom

le rapatriement, des recherches sont menées pour retrouver les familles et réunir ces enfants avec leur famille biologique (sous la direction de la Commission internationale de la Croix-Rouge). Plus de 85 % des enfants d'âge scolaire ont pu retourner à l'école, mais 73 % des enfants de moins de 12 ans n'ont pas de certificat de naissance et n'ont donc pas accès à l'éducation.

En août 2019, les Gouvernements tanzanien et burundais ont signé un accord bilatéral pour rapatrier tous les réfugiés burundais de Tanzanie, dans le but d'envoyer des convois de 2 000 rapatriés par semaine à partir du 1er octobre 2019, avec ou sans la participation du HCR. Selon les données du HCR, plus de 343 000 Burundais se trouvent encore dans les pays voisins, dont plus de 180 000 en Tanzanie.

La communauté humanitaire est déterminée à appuyer le Gouvernement burundais dans les efforts qu'il déploie pour assurer un retour digne, sûr et volontaire. Les rapatriés ont également besoin d'un soutien qui dépasse le cadre de l'aide humanitaire pour assurer leur réintégration dans leurs communautés.

Le 22 août 2019, le HCR et le Programme des Nations Unies pour le développement ont présenté le Plan commun pour le retour et la réintégration des réfugiés aux représentants du Gouvernement du Burundi, aux chefs des agences des Nations Unies et aux partenaires impliqués dans la mise en œuvre du plan. Le budget nécessaire pour appuyer les activités de rapatriement et de réintégration s'élève à 77 863 883 dollars.

Le processus de rapatriement volontaire est facilité par le HCR et ses partenaires - les gouvernements de Tanzanie et du Burundi, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation internationale pour les migrations, le Comité international de secours, Caritas Burundi, le Gruppo di Volontariato Civile, les sociétés de la Croix-Rouge de Tanzanie et du Burundi, le Danish Refugee Council, le Norwegian Refugee Council, HelpAge et Plan International.

CONTEXTE (8 oct. 2019)

Les efforts de lutte contre le choléra se poursuivent

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 795 cas de choléra et 6 décès (dont 5 dans la ville de Bujumbura) ont été enregistrés du 1er juin au 4 octobre 2019 dans les districts sanitaires de Cibitoke, Rugombo, Isare, Bujumbura Centre, Bujumbura Nord et Bujumbura Sud.

Depuis la déclaration de l'épidémie de choléra dans ces zones le 5 juin 2019 par le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA (MSPLS), de nouveaux cas de choléra ont été enregistrés dans les provinces de Bujumbura Mairie, Rumonge, Mwaro et Bubanza, principalement en raison de l'insuffisance d'eau potable et des pratiques d'hygiène inadéquates des ménages.

Les hommes représentent 55 % (162) des cas admis à l'hôpital Prince Regent Charles dans la province de Bujumbura et 55 % (52) au Centre de traitement du choléra de Rugombo (CTC) dans la province de Cibitoke. Les femmes représentent 67 % (28) des cas admis au CTC de Ndava dans la province de Mwaro.

Avec les fortes pluies qui commencent en octobre 2019, il y a un risque d'inondation dans les zones côtières du lac Tanganyika, ce qui peut provoquer le débordement des latrines, des fosses septiques et des égouts. En outre, le district sanitaire de Rumonge et certains districts périphériques de Bujumbura Mairie connaissent des problèmes de pénurie d'eau potable - ce qui oblige les gens à utiliser et à partager l'eau non traitée du lac.



Photo Credit: MSF 2018/ Marta Soszynska

Suite à cette épidémie, la société Regideso, chargée de l'approvisionnement en eau potable au Burundi, a permis aux habitants des districts touchés d'accéder gratuitement à l'eau à partir des bornes-fontaines publiques. Les districts concernés sont Buterere, Kinama, Kamenge, Kanyosha rural et Mugoboka.

Sur une proposition de l'OMS, le Ministère de la santé et de la lutte contre le sida (MSPLS) a accepté de le lancer dès que possible un vaccin contre cette maladie. Une enquête rapide sera menée pour déterminer les quantités de vaccins nécessaires et les zones à cibler. Une campagne contre le choléra sera menée avant la fin de 2019 pour encourager les populations touchées à se faire vacciner. Dans l'intervalle, l'OMS a déjà distribué aux districts touchés des trousses de lutte contre le virus d'Ebola contenant des pulvérisateurs qui peuvent être utilisés pour protéger les ménages du choléra. Les districts sanitaires touchés auront besoin d'environ 350 000 à 400 000 dollars pour faire face à cette épidémie.

Sous la direction de l'OMS et en collaboration avec le MSPLS, l'UNICEF et MSF, les partenaires du secteur de la santé se sont mobilisés et ont fourni une assistance substantielle, notamment un appui technique aux communautés touchées. L'OMS s'est engagée à soutenir les services de surveillance, de formation, de supervision et de soins de qualité. MSF supervise quatre CTC opérant dans les zones les plus touchées : Bujumbura Mairie, Bubanza, Mwaro et Rumonge. MSF construit également un nouveau CTC d'une capacité de 50 à 100 lits au Centre Neuropsychiatrique Kamenge à Bujumbura. La nouvelle structure devrait ouvrir ses portes début octobre 2019.

CONTEXTE (7 oct. 2019)

Le Projet de production alimentaire durable de la FAO remporte un franc succès

Après un an de mise en œuvre, le projet de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) intitulé "

Appui à la production alimentaire durable et au renforcement de la sécurité alimentaire et de la résistance aux changements climatiques dans les hautes terres du Burundi " dans les provinces de Mwaro, Muramvya et Gitega fait de grands progrès. Les bénéficiaires, principalement des membres des écoles paysannes de terrain (FFS), ont vu leur production agricole devenir plus rentable, grâce au soutien de la FAO.



Photo Credit: FAO Burundi 2019/ Barnabé Ndayikeza



Le succès du projet repose sur la " recherche-action ", une approche combinant la recherche et l'action concrète en vue de réaliser un changement transformateur.

La FAO a soutenu la création des FFS, les "écoles sans murs", où les étudiants apprennent en effectuant des recherches et en pratiquant dans leur propre domaine. À ce jour, il y a 200 FFS dans 4 provinces, chacune comptant 30 membres. Pour être admissibles à l'adhésion, les candidats doivent provenir d'une organisation agricole approuvée et avoir une preuve de vulnérabilité. Chaque simulateur de vol doit également avoir un ratio de 50 % entre les sexes. Grâce à l'utilisation d'outils fournis par la FAO, tels que les engrais chimiques, les outils agricoles et les semences, les bénéficiaires du projet ont constaté que la combinaison de différents types de fumier est plus rentable que l'utilisation d'un seul type, et que certaines variétés de cultures étaient plus productives que d'autres.

La formation dispensée par la FAO a permis aux membres des FFS d'échanger leurs anciennes habitudes agricoles contre des techniques de culture modernes. En conséquence, les rendements ont considérablement augmenté et la quantité de semences semées a diminué. "Autrefois, quand je semais, la semence ne suffisait pas. J'allais même en demander à mes voisins. Maintenant, j'utilise peu de semences mais je récolte beaucoup ", dit Philomène Bandyambona, membre du FFS Gurumwete de la province de Gitega.

Les élèves ont également appris à installer des composteurs et à les utiliser à la maison. "Avant, je ne savais pas qu'un composteur était important. Nous n'en avions pas à la maison en famille. Avec l'arrivée des FFS, nous les avons maintenant ", a déclaré Godeliève Nizigiyimana, président du FFS Terimbereburundi de la province de Mwaro. Elle fait remarquer que chaque membre possède au moins deux composteurs.

Tout au long de l'apprentissage, les FFS utilisent la dynamique de groupe, notamment par le chant, la prière, l'exercice et les jeux théâtraux, pour stimuler l'esprit d'équipe et renforcer la participation des membres aux séances d'apprentissage.

Rentabiliser les cultures et promouvoir l'alimentation des ménages par la consommation de légumes

De nombreux FFS ont réussi à rentabiliser leur production en adoptant des méthodes de conservation efficaces qui protègent mieux leurs cultures. Le FFS Duterimbere de la province de Bubanza a stocké 4 tonnes de semences de pommes de terre cette saison, dont une partie sera vendue pour cultiver du maïs sur au moins deux hectares la saison prochaine.

La plupart des membres ont aménagé des jardins potagers dans leur maison pour cultiver des légumes tout au long de l'année. "Nous n'achèterons plus de légumes au marché. La FAO nous a donné des semences et nous les produisons nous-mêmes. Nous n'achetons que de l'huile, du sel et de la farine pour la pâte ", explique Concilie Ndikiminwe de FFS Girumwete de la province de Gitega. "Vous voyez, nous sommes en bonne santé parce que nous mangeons régulièrement des légumes ", ajoute Philomène Bandyambona de FFS Girumwete. Les voisins sont tellement intéressés à planter des légumes qu'ils essaient de reproduire l'approche du potager.

La FAO se félicite de l'engagement du Gouvernement burundais en faveur du projet et appelle les bénéficiaires à continuer à s'en approprier la réalisation. "Nous aimerions que ces réalisations ne soient pas attribuées à la FAO, mais à vous, les bénéficiaires. Un FFS très actif facilite le travail du gouvernement en servant de pont pour le développement", explique Donatien Karumbete, expert chargé du suivi et de la supervision des FFS au sein de ce projet soutenu par la FAO.

CONTEXTE (7 oct. 2019)

Le FNUAP Burundi contribue aux efforts de prévention et de réponse contre les violences basées sur le genre (VBG)

Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), avec l'appui du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF), a distribué 2 772 trousses d'hygiène aux femmes et filles vulnérables en âge de procréer en août 2019. Il s'agissait de 1 700 femmes et filles rapatriées de Tanzanie. Le FNUAP a renforcé l'aiguillage et l'accès à des soins médicaux de qualité pour les survivantes de la violence sexiste en fournissant à l'avance des trousses post-viol dans trois établissements de santé (un hôpital public à Makamba et deux centres spécialisés, dont Seruka et Humura) pour prévenir le VIH/sida et autres infections sexuellement transmissibles, la grossesse non désirée et l'hépatite B après



Photo Credit: FNUAP 2019

un cas de viol. 19 prestataires de santé et 39 agents de santé communautaires ont été formés à la prise en charge clinique des cas de viol à l'aide de trousses post-viol. 80 survivants des VBG identifiés comme les plus vulnérables ont bénéficié de kits de réinsertion économique, composés d'un thermos, de sucre et d'ustensiles de cuisine.

Grâce au financement du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF), le FNUAP a permis aux agents de santé de mieux prendre en charge les cas et d'améliorer l'accès des victimes de violence liée au sexe à des services de soins rapides et de qualité.

La VBG, y compris la violence sexuelle, demeure un problème au Burundi, en particulier parmi les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI). Selon l'évaluation de la sécurité réalisée en août 2019, la collecte d'eau et de bois de chauffage sont des activités qui exposent les femmes et les filles au risque le plus élevé de VBG dans 80 pour cent des collines évaluées. En outre, dans 40 % des collines évaluées, les informateurs clés ont indiqué que les femmes et les filles étaient les plus exposées aux VBG lorsqu'elles travaillaient dans les champs, et dans 30 % des collines évaluées, les informateurs clés ont indiqué que les femmes et les filles étaient les plus exposées aux VBG lorsqu'elles étaient chez elles. 68 % des personnes interrogées ont indiqué qu'il n'y avait pas de serrure sur leur porte d'entrée, ce qui pose également des risques importants de violence liée au sexe. Enfin, la disponibilité de matériel d'hygiène menstruelle reste limitée. L'accès à des activités génératrices de revenus reste également un défi majeur pour au moins la moitié des ménages de personnes déplacées, augmentant ainsi le risque de VBG en raison de l'adoption de mécanismes d'adaptation négatifs.

Malgré le faible financement des activités de lutte contre les VBG, les acteurs humanitaires et les services nationaux déploient des efforts considérables pour résoudre les problèmes de protection auxquels sont confrontées les femmes et les filles. Le soutien psychosocial et l'orientation vers les services appropriés sont disponibles pour les victimes de violence liée au sexe mais restent insuffisants et plusieurs provinces n'ont toujours pas les services requis. Seules 6 des 18 provinces du pays disposent de centres de soins intégrés (offrant des services juridiques, psychosociaux, médicaux et socioéconomiques).

Des fonds supplémentaires ainsi qu'une meilleure coordination et communication sont nécessaires pour faire face à l'ampleur des problèmes de protection contre les VBG au Burundi.

CONTEXTE (7 oct. 2019)

L'UNICEF et la Banque mondiale unissent leurs forces en faveur de l'éducation

L'UNICEF et la Banque mondiale ont uni leurs forces pour fournir des kits scolaires à plus d'un million d'élèves en 2019, y compris des kits scolaires à tous les enseignants des première et deuxième année du primaire au Burundi. Les trousses scolaires, qui comprennent des affiches, des ciseaux, des caoutchoucs, des stylos, des stylos, des crayons, des cadres de comptage, des cahiers, des boussoles, des règles, des radios et plus encore, ont été distribués durant la première semaine de l'année scolaire.

Les écoles bénéficiaires sont situées dans six provinces prioritaires: Cankuzo, Kirundo, Makamba, Muyinga, Rumonge et Ruyigi. Ces provinces constituent des zones de retour des réfugiés dans lesquelles de nombreux enfants ont besoin d'une aide humanitaire.



Photo Credit: UNICEF Burundi 2019/ Barikumutima

OCHA coordonne la réponse humanitaire sur le plan mondial afin de sauver des vies et protéger les personnes dans des situations de crise humanitaire. Nous plaidons en faveur de la mise en œuvre, par tous et pour tous, d'une action humanitaire efficace et fondée sur des principes.

À propos Privacy policy Copyright notice